

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 28/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES RAULT

Z.A. La Barricade
22170 Plélo

Références : 2025.038 - Recommandé N° 1A 215 042 4052 5
Code AIOT : 0005500256

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2024 dans l'établissement CARRIERES RAULT implanté PERSAS 22190 Plérin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection inopinée a consisté en la vérification de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES RAULT
- PERSAS 22190 Plérin
- Code AIOT : 0005500256

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

C'est une carrière à ciel ouvert en cours de remise en état autorisée par arrêté préfectoral en date du 24 décembre 2004 modifié le 27 mai 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dispositions générales	AP Complémentaire du 27/05/2021, article 2.1.7.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Dispositions générales	AP Complémentaire du 27/05/2021, article 2.1.8.	Demande d'action corrective	1 mois
4	Dispositions particulières	AP Complémentaire du 27/05/2021, article 2.2.1.	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	AP Complémentaire du 27/05/2021, article 2.1.4.	Sans objet
5	Dispositions particulières	AP Complémentaire du 27/05/2021, article 2.2.2.	Sans objet
6	Dispositions particulières	AP Complémentaire du 27/05/2021, article 2.2.3.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection met en évidence une non-conformité majeure concernant les déchets accueillis et stockés sur le site et des points de vigilance concernant les zones en cours de remblaiement, les données fournies sur le plan topographique et les écoulements d'eaux en dehors du site. Il est donc proposé au préfet un arrêté de mise en demeure sur la non conformité majeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/05/2021, article 2.1.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : 2.1.4. : Le périmètre du site doit être entièrement clos. L'accès aux abords des zones dangereuses, en particulier la zone des fronts résiduels situés au Nord du site, est efficacement interdit par un ensemble de dispositions pérennes et difficilement franchissables (merlons, clôture, plantes dissuasives...). Des panneaux placés régulièrement bien en vue avertissent du danger présenté par lesdites zones et de l'interdiction formelle d'accéder à

ces zones.
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté que le périmètre du site est clos. Cependant, il est constaté l'absence de merlons de butée en limite de verse sur les plates-forme Est et Nord-Ouest. Post-inspection, l'exploitant a transmis les éléments justifiant de la réalisation des merlons en limite de verse sur les plates-forme concernées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/05/2021, article 2.1.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : 2.1.7. : L'exploitant doit transmettre annuellement à l'Inspection des Installations Classées un plan topographique actualisé de la remise en état du site, comportant les disponibilités de stockage restantes et les travaux réalisés pour les secteurs concernés. Ce plan actualisé doit être transmis par l'exploitant aux membres de la commission de suivi du site en amont des réunions annuelles.
Constats : L'exploitant fournit le plan topographique d'exploitation actualisé au 15 mai 2024, et qui a été transmis aux membres de la commission de suivi de site. Il est constaté: <ul style="list-style-type: none"> • pour la zone 1 : avancement du comblement de la sur-profondeur, la capacité restante de stockage est indiquée, • pour la zone 2 : en avance sur le phasage, cote prévue de 83 m NGF sur le sommet respectée • pour la zone 4 : peu de matériaux stockés sur cette zone, retard sur le phasage de remise en état • présence d'une zone en cours de remblaiement non prévue entre les zones 1 et 4, • les disponibilités restantes de stockage ne sont pas indiquées pour les zones 2 et 4, • les quantités de matériaux stockés sont exprimées en m³ et non en tonnes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en œuvre les mesures correctives pour respecter le plan de phasage de remise en état prévue sur les 5 premières années (à échéance 2026) et justifier de la présence d'une zone en cours de remblaiement non prévue entre les zones 1 et 4. L'exploitant doit transmettre un plan topographique d'exploitation conforme aux dispositions de l'article 2.1.7. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2021.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositions générales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/05/2021, article 2.1.8.
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : 2.1.8. : L'exploitant doit s'assurer que tous les véhicules qui sortent du site, après déchargement des matériaux destinés au remblayage, ne soient pas à l'origine de dépôts de boues ou de poussières sur la route départementale n°24. L'exploitant doit veiller à l'efficacité continue du système de nettoyage des roues.
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté la présence d'un rotolue en fonctionnement sur l'installation et les accès au site sont propres. Cependant, des écoulements d'eaux issues du rotolue s'écoulent sur la route départementale en dehors du site au niveau de l'entrée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire cesser les écoulements d'eaux issues du rotolue en dehors du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/05/2021, article 2.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions particulières
Prescription contrôlée : 2.2.1. La nature de l'ensemble des matériaux de remblayage reçus sur le site de « Persas » doit faire l'objet d'un suivi conformément à l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté la présence de déchets non autorisés sur le site : <ul style="list-style-type: none"> des plastiques, métaux, enrobés non caractérisés déposés sur la zone 4,

- des bois divers, électroménagers stockés sur la zone 2,
- un mélange de matériau inerte et tout venant en cours d'expérimentation de valorisation stocké sur la zone 1, en partie centrale du site.

L'exploitant précise que la procédure d'accueil va être renforcée par l'installation d'une caméra au niveau du pont-bascule.

L'exploitant indique que le stock en mélange de matériaux inertes et tout venant est un essai de valorisation de déchets qui ne devait pas être réalisé sur site initialement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'article 2.2.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2021, notamment en procédant à l'évacuation de l'ensemble des déchets indésirables stockés sur site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/05/2021, article 2.2.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions particulières

Prescription contrôlée :

2.2.2. : La sur-profondeur existante dans la partie centrale du site, en particulier au niveau des parcelles n° 172, 180, 181, 182, 183, 184 et 185 pour parties de la section G du plan cadastral doit être comblée avec des déchets inertes permettant de porter le fond de la carrière à la cote de 26 m NGF et de s'assurer qu'il ne subsiste pas de plan d'eau.

Au terme de la première phase quinquennale, la priorité du remblaiement de cette zone doit permettre d'avoir réduit le stockage disponible de la sur-profondeur au maximum à 100 000 tonnes.

Le remblayage doit être réalisé à sec et le pompage des eaux de ruissellement doit être maintenu pour respecter cette prescription. Le remblayage doit être réalisé par le déversement sur une plate-forme et la poussée des matériaux sur une verse.

De plus, l'exploitant doit adresser, chaque mois, à l'Inspection des Installations Classées les quantités de matériaux et déchets inertes reçus sur le site avec leur lieu d'utilisation dans le cadre de cette opération.

Le plan topographique annuel actualisé, transmis à l'Inspection des Installations Classées, doit préciser l'état d'avancement du comblement de la sur-profondeur et comporter les disponibilités restantes de stockage.

Constats :

Lors de l'inspection, il est constaté la présence de la sur-profondeur en partie comblée au centre du site . Le plan topographique indique que la capacité restante de stockage de cette zone est d'environ 100 000 tonnes.

<p>Concernant le remblayage, l'exploitant précise que les déchets inertes sont déversés sur la plateforme puis poussés en verse par la chargeuse.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis le tableau récapitulatif des apports mensuels de déchets inertes sur l'installation.</p> <p>Le plan topographique d'exploitation précise l'état d'avancement du comblement de la sur-profondeur et les disponibilités restantes de stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dispositions particulières

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/05/2021, article 2.2.3.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions particulières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.2.3. : Les fronts de taille, situés dans la zone Nord du site, d'une hauteur supérieure à 15 mètres qui ne peuvent être matériellement découpés faute de place et de recul, pourront rester en l'état. Les fronts de taille sont purgés et des pièges à blocs permettant de contenir d'éventuels éboulements doivent être mis en place.</p> <p>Ils doivent répondre aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les fronts compris entre 10 et 20 mètres : largeur minimale du piège de 5 m - profondeur minimale de 1,5 m ; - pour les fronts supérieurs à 20 mètres : largeur minimale du piège de 6,5 m - profondeur minimale de 1,5 m. <p>Les pièges à blocs doivent faire l'objet d'une surveillance régulière afin de vérifier leur efficacité et si besoin de revoir leur dimensionnement.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté l'absence du piège à blocs en pied de fronts dans un virage de la piste menant à la zone Est.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis les éléments justifiant de la réalisation du piège à blocs dans la zone concernée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>